Fédération SUD Santé Sociaux 80

La Préfecture de la Somme veut mettre à la rue des centaines de personnes !

C'était le projet depuis quelques années, mais aujourd'hui c'est en marche ! La Préfecture de la Somme a décidé d'arrêter de financer les nuitées hotellières qui servaient essentiellement à mettre les familles à l'abri. Le 115 et donc l'UDAUS80 ont été chargés par cette dernière de les expulser d'ici septembre. Au total, ce sont presque 300 personnes dont au moins la moitié de mineur qui vont être mises à la rue. **Ce sont donc des enfants de moins de trois ans, des personnes âgées, des personnes handicapées qui vont se retrouver dehors et sans solution d'ici un mois ! Cette situation est inadmissible !**

Actuellement, les écoutant-es et les maraudes du 115 ne peuvent plus répondre positivement aux demandes des familles : soit faute de place, soit, si elles sont déboutées du droit d'asile, parce qu'elles ont été orientées sur le Dispositif de Préparation Au Retour (DPAR) pour être expulsées vers leur pays d'origine. Ces personnes sont obligées de se mettre à l'abri dans le hall du CHU ! La situation est inhumaine pour elles et elle a également des conséquences délétères sur les salarié-es de l'UDAUS80 : développement des risques psychosociaux et des tensions avec les familles concernées.

La directive de la Préfecture et donc du Ministère de l'Intérieur répond à deux objectifs. Le premier est d'expulser les sans-papiers en pourrissant leur vie et en les orientant massivement vers ce DPAR. Le second étant de diminuer le financement du secteur du social pour financer les cadeaux faits au patronat. Les salarié-es du travail social n'ont pas vocation à mettre en application les politiques anti-pauvres, racistes et mortifères d'un gouvernement dont la seule lubie est de répondre aux exigences des patrons et de l'extrême-droite !

SUD Santé Sociaux 80 rappelle que l'hébergement est un droit fondamental et qu'il doit être respecté. Nous sommons donc la Préfecture de stopper ces expulsions et appelons l'UDAUS80 ainsi que ces salarié-es à ne pas répondre à ces injonctions.

Nous revendiquons également :

- L'ouverture de places pérennes et adaptées à l'accueil de familles avec enfant(s).
- L'arrêt des expulsions et la régularisation de l'ensemble des sans-papiers afin de leur permettre l'accès aux droits les plus fondamentaux comme l'accès au logement et à un niveau de ressources décent.

Pour financer ces mesures, il n'y a rien de plus simple. D'une part réaffecter les crédits d'impôts pour les entreprises aux mesures sociales qui ont prouvé à maintes et maintes reprises leur efficacité. D'autre part, réquisitionner les 8 700 milliards d'euros cachés dans les paradis fiscaux qui échappent à nos impôts !

Travailleuses et travailleurs du social, il ne s'agit pas seulement du 115, c'est l'ensemble de notre secteur qui est touché par ces politiques. Organisons-nous avant qu'il ne soit trop tard !

SUD Santé-Sociaux 80 – 3-5 rue Godris – 80000 Amiens
Téléphone : 06.79.31.78.72 – Email : sudsantesociaux80@hotmail.fr